

## **ARRÊTE PROVISOIRE N°09/2025**

### **Arrêté portant réglementation de la circulation et du stationnement Route de Gallardon**

**Le Maire de la commune d'Épernon,**

**Vu** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, et les textes qui l'ont complétée ou modifiée,

**Vu** le Code Général Des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L 2213-1, L 2213-2 – L 2212-2 et L 2131-1,

**Vu** l'article R 610-5 du code Pénal,

**Vu** le Code de la Route et notamment les articles L 325-1 à L 325-13, L 411-1, L 411-2 et R 325-12 à R 325-46, R 411-25, R 411-26, R 412-26, R 412-28, R 417-10,

**Vu** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - huitième partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié,

**Vu** la circulaire n° 96 -14 du 6 Février 1996 relative à l'exploitation sous chantier,

**Vu** le code de la sécurité intérieure, notamment son article L511-1 relatif aux missions des agents de police municipale,

**Vu** la demande formulée par la société JULIEN TP – 34 GUIMONVILLIERS – 28190 PONTGOUIN par laquelle est sollicitée la réglementation de la circulation et du stationnement route de Gallardon pour suppression d'un branchement gaz ;

**Considérant** que pour permettre l'exécution de cette demande, il y a lieu de réglementer la circulation et le stationnement ;

## **ARRÊTE**

**ARTICLE 1 :** La société JULIEN TP est autorisée à occuper le domaine public.

**ARTICLE 2 :**

La chaussée sera rétrécie et la circulation gérée par hommes trafic lors des interventions de l'entreprise et par alternat (par panneaux B15 et C18) en dehors. Stationnement interdit au droit du chantier et vitesse limitée à 30 km/h. Piétons déviés sur le trottoir opposé.



## A partir du Lundi 13 Janvier 2025 pour une durée de 10 jours

**ARTICLE 3 :** La signalisation de chantier découlant des présentes prescriptions sera établie conformément aux dispositions réglementaires susvisées. Elle sera mise en place par l'entreprise, à sa charge et sous sa responsabilité.

Le bénéficiaire sera également responsable des accidents pouvant survenir par défaut et insuffisance de cette signalisation.

**ARTICLE 4 :** Le présent arrêté sera porté à la connaissance du public, par affichage sur le chantier.

**ARTICLE 5 :** Ces dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux par la levée de la signalisation.

**ARTICLE 6 :** Conformément à l'article R 102 du code des tribunaux administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif d'ORLÉANS dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

**ARTICLE 7 :** Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 8 :** Sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché :

- Monsieur le Maire,
- M. le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Maintenon,
- M. le responsable de la Police Municipale.
- M. le responsable des Services Techniques Municipaux,
- La société JULIEN TP.

Date de publication en ligne : 13/01/2025

Fait à Epernon, le 9 Janvier 2025

Auteur : François BELHOMME- Le Maire

Par délégation du Maire,  
L'Adjoint au Maire,  
Denis DURAND

**PAR DELEGATION DU MAIRE**  
Adjoint aux travaux,  
Environnement et développement durable  
Denis DURAND

Une copie est transmise pour information et à toutes fins utiles à :

M. l'Adjoint au Maire chargé des travaux  
Mme la Conseillère Municipale déléguée à la police municipale et  
à la gestion du domaine public  
Service Communication  
Sictom de Rambouillet – Transports d'Eure et Loir